

Catégorie : FLS

ID : 2481

Nombre de mots : 756

L'urgence climatique : dissertation

Dans le monde d'aujourd'hui, la tension en ce qui concerne le changement climatique atteint un point critique. Si je me retrouvais à la tête du gouvernement, je mettrais en place plusieurs politiques pour soulager les effets sur le climat ; il faut imposer un impôt universel sur les combustibles fossiles, augmenter le financement pour des initiatives écologiques et travailler plus attentivement avec des groupes autochtones, tout en évitant de traiter les pays à faible revenu inégalement.

L'heure des changements graduels sur une chronologie de décennies est bien passée. Selon les Nations-Unies, on n'a que « onze années jusqu'à ce que le changement climatique devient irréversible » : il faut qu'on agisse. Par conséquent, si j'avais le pouvoir, j'implémenterais un impôt universel sur les combustibles fossiles, une réponse bénéfique afin qu'elle rende l'énergie sale moins profitable. En Colombie-Britannique, on a déjà mis en place un impôt pareil ; cela a provoqué le Produit Intérieur Brut (PIB) à augmenter par « 19 %, tandis que les émissions diminuaient par 3.7 % » (Gouvernement de C.B, « La Taxe Carbone de Colombie Britannique »). Néanmoins, il est naturel que certaines personnes ne seraient pas satisfaites avec cette solution : ils se plaindraient, assez valablement, des coûts sur eux et sur leurs familles. Alors, il faudrait minimiser l'effet sur les individus en indemnisant la charge sur les grandes entreprises de combustibles fossiles. Le taux d'impôt doit refléter l'effet sur l'environnement : plus haut pour ceux qui distribuent et produisent ces produits démerités et plus bas pour lesquels qui les utilisent seulement parce qu'ils n'ont pas d'autres options. Effectivement, si on réduit la profitabilité des intérêts des combustibles fossiles, les PDGs qui en profitent seraient obligées de considérer de nouvelles façons de se remplir les poches. Par ailleurs, quand les chefs de ces entreprises commencent à chercher de nouveaux investissements, j'amplifierais les entreprises écologiques en offrant un niveau de financement pour ceux qui se conforment aux règlements d'émissions. De plus, je mettrais en place les subventions d'éducation et des formations pour les travailleurs de l'industrie de combustibles fossiles pour qu'ils ne devraient pas s'inquiéter du chômage. Par la suite, la multipolarisation entre les travailleurs, les activistes et les législateurs diminuerait. Avec un dialogue productif et non-hostile possible entre ces groupes, de meilleurs accords deviendraient possibles.

Quand on discute d'un problème aussi compliqué que la réponse appropriée au changement climatique, il faut considérer toutes les perspectives possibles. En particulier, il faut accentuer les voix autochtones ; les peuples de Premières Nations vivaient sans ces effets depuis le temps « immémorial » (L'Encyclopédie Canadienne, « Les Peuples Autochtones au Canada ») et il faut écouter et implémenter leurs conseils. Des groupes activistes autochtones tels que Indigenous Climate Action travaillent pour « valoriser...et inspirer des personnes indigènes à prendre l'action climatique ». Toutefois, il est aux personnes blanches, celles qui bénéficient du privilège systémique, d'amplifier les voix et les idées autochtones qui seraient autrement banalisées. Au vue du mouvement envers la reconnaissance de la culture des Premières Nations au Canada, il est aussi impératif à apprendre leur manière de s'occuper de la planète. En revanche, non seulement devrait-on souligner les voix des groupes susmentionnés, on devrait assurer qu'on ne désavantage plus ceux qui sont déjà défavorisés. Il n'est pas juste de faire souffrir des milliards de personnes autour du monde. Il est un nouveau forme de classisme de

discriminer contre les pays pauvres à cause de leur utilisation des combustibles fossiles ; la carbone et le pétrole sont aux bas prix et sont souvent tout ce que les personnes ont les moyens d'acheter. De plus, parce que les pays fortunés ont achevé leur richesse à cause de l'industrialisation qui a causé le changement climatique, il est fondamentalement inéquitable de simplement rejeter cette voie pour les pays pauvres. Par la suite, si je dirigeais le gouvernement, j'accorderais la clémence aux pays pauvres et les aiderais à achever de nouvelles formes d'énergie moins polluants et aussi abordables.

La crise climatique d'aujourd'hui est un problème monumental et compliqué qui n'est pas facile à résoudre. Cependant, il est vital qu'on agisse immédiatement : on devrait mettre en place les taxes plus élevées sur les combustibles fossiles, subventionner des initiatives écologiques, travailler consciencieusement avec les peuples autochtones et implémenter les politiques qui protègent les pays et les personnes pauvres. Ainsi, même si on ne peut pas éliminer les effets négatifs sur la planète, on doit les minimiser. Sinon, « [on entre apaisé dans cette bonne nuit] » (Dylan Thomas, « N'entre pas apaisé dans cette bonne nuit ») désastreuse et égoïste.